

« c'est pratique mais c'est une dépossession... »

Aude Vidal qui signe l'article ci-dessous est autrice d'Égologie (Le Monde à l'envers) et de La Conjuración des ego. Féminismes et individualisme (Syllepse), éditrice d'On achève bien les éleveurs (L'Échappée).

Nous la remercions de nous autoriser à reproduire ici le 300^e billet de son blog sur l'écologie politique où elle aborde avec vigueur et acuité les diverses facettes de son engagement : écologie, féminisme, anti-capitalisme...

Il s'agit ici d'une réflexion sur la difficulté, y compris en milieu militant, à renoncer au confort (« c'est pratique ») procuré par nos outils numériques, pour réapprendre peut-être à... se faire chier ?

C'est pratique

Par Aude – Le billet original sur son blog

Je n'aime pas me faire chier dans la vie, et je ne dois pas être la seule.

Il m'arrive pourtant souvent d'être surprise que ce soit, autour de moi, un critère décisif pour organiser sa vie : aller au plus pratique. À ce qui engage le moins d'efforts. Les pubs fourmillent d'invitations à se laisser dorloter en échange de quelques euros. Le champ des services ne cesse jamais de s'étendre – et de libérer la croissance. Plus besoin de sortir se faire couper les cheveux, le coiffeur vient chez vous. Inutile de penser à mettre de la bière au frigo, un livreur vous l'apporte. Des services auparavant réservés aux client·es des grands hôtels se massifient désormais : faites livrer des fleurs, chercher un document à la maison, etc.

Votre maison est devenue le centre du monde, si vous le voulez bien. Il doit bien être possible de faire autrement, c'est comme cela que nous vivions il y a encore cinq ans.

Tous ces services se déploient dans une société de plus en plus inégalitaire : d'un côté des gens qui méritent de bien bouffer après leur journée de boulot ou une réunion exigeante (voir les pubs qui mettent en scène le réconfort après l'effort), de l'autre des galériens qui sont payés une misère pour leur livrer un *pad thai* ou un kit apéro (ici le témoignage d'un livreur chez Frichti). C'est surtout parce que le chômage reste massif et l'armée de réserve importante, parce que les emplois ont été délibérément déqualifiés en auto-entreprise que ces entreprises prolifèrent. Si les galériens en ont marre de risquer leur vie et la vôtre en conduisant comme des dingues, ils trouveront un migrant à qui faire faire le boulot. Mais le tout s'appuie sur un mélange de paresse et de sens de ce qui lui est dû qui saisit l'individu en régime libéral au moment de faire à bouffer ou de s'occuper de la dimension matérielle de sa vie. Certes nous devons encore être quelques-un·es à cuire des nouilles quand nous avons la flemme de cuisiner et qui apprécions de sortir au restaurant pour nous changer les idées, découvrir un autre monde, des odeurs, une ambiance (et je n'oublie pas que ces lieux aussi sont propices à l'exploitation du travail). Mais la compétition économique pousse au cul tout le monde pour inventer des services innovants – c'est à dire dont personne n'avait vraiment besoin, qui étaient des rêves d'enfants gâtés mais qui, intelligemment *marketés*, nous laissent imaginer que nos vies sont vachement mieux avec. Ils constituent une *industrie de la compensation* sur laquelle il faudra mettre le doigt un jour et qui en attendant offre aux *winners* des vies de merde pleines de gratifications.

C'est pratique aussi, quand votre smartphone pense à votre place, que le logiciel va chercher vos mots de passe sur une autre bécane, recueille et transfère vos données à votre insu...

Pratique, mais un peu inquiétant. Qu'importe, c'est surtout bien pratique ! Je suis la première à ne pas faire en matière de sécurité tous les efforts que me proposent des camarades plus cultivés que moi sur ces questions. Mais malgré cette désinvolture, je flippe quand je vois le niveau d'indépendance acquis par mon smartphone. Après des années de résistance et bien qu'il soit encore possible d'acheter neufs des téléphones bien conçus qui permettent de téléphoner (et d'avoir l'heure), j'ai cédé pour le côté pratique (1) : plus besoin de m'inquiéter d'avoir une connexion Internet régulière, de préparer mes déplacements et ma vie sociale comme je le faisais, avec capture d'écran de plans, schémas dessinés dans l'agenda, infos importantes notées sur papier, etc. Mais je me sens sous tutelle, dépossédée, comme une gamine gâtée sauf que je sais ce que c'est que l'autonomie et je regrette celle que j'avais avant.

Car c'est pratique mais c'est une dépossession : plus la peine de se soucier de la dimension matérielle de sa vie (et de savoir cuire des nouilles), pas besoin de garder la maîtrise de ses outils... Jusqu'ici, tout va bien, tant qu'on fait encore partie de la petite bourgeoisie qui peut se payer tout ça, tant que des pans entiers du macro-système technicien ne s'effondrent pas. Mais tout cela nous déqualifie humainement et il est des menaces plus immédiates encore que l'effondrement écologique ou une vraie crise de l'énergie : nos libertés, individuelles et collectives.

Je côtoie beaucoup de personnes engagées, qui n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser le capitalisme et le productivisme, qui éteignent la lumière dans les pièces qu'elles n'utilisent pas et qui pourtant maintiennent des comptes dans des réseaux sociaux devenus plus gros que des États, qui consomment un paquet de ressources et d'énergie pour calculer ce qu'elles aiment et vendre le résultat à d'autres boîtes, censurent leurs images, détournent leurs « ami·es » d'elles ou réciproquement sur base algorithmique,

censurent les noms de groupes pas assez familiaux, gèrent leur environnement social comme un pensionnat dans les années 1950 en attendant de purement et simplement censurer leurs propos (2). Et ces personnes, parfois ces collectifs et associations, restent parce que c'est « pratique »(3).

J'ai toujours reçu un minimum d'écho dans des groupes anti-capitalistes, écologistes ou féministes, quand j'ai suggéré que Facebook, Twitter, Google Drive et autres n'étaient pas nos amis et proposé d'utiliser les outils créés et maintenus par des groupes politiques plus proches de nous et soucieux de nos libertés : les outils Framasoft (qui vont du pad à l'agenda en ligne, en passant par l'interface de sondages et la feuille de calcul), le Crabgrass de Riseup qui offre des fonctionnalités magiques et je me déssole de ne faire partie d'aucun groupe qui l'utilise, etc. Et j'ai régulièrement mis en cause chez mes correspondant·es l'idée saugrenue d'avoir un compte Gmail qui vous pousse à garder dix ans de données en ligne plutôt que de ranger dans des fichiers dédiés et régulièrement sauvegardés les images qui vous tiennent à cœur. Et chaque fois, ce que j'entends, c'est que ce serait sympa de sauver la banquise mais... quand même, c'est pratique. Et j'ai vu des bonnes volontés s'arrêter au fait que Framacalc ne propose pas de mettre en couleur les cases, même quand cette couleur contribue à la lisibilité de la feuille sans rajouter aucune information digne d'intérêt. Aucune. Ces outils sont parfois moins bien que leur concurrence commerciale mais ne peut-on arbitrer sur d'autres critères ?

Nous n'allons pas nous flageller, non : si ces entreprises prolifèrent, de la start-up aux GAFA, c'est bien parce que les États leur laissent la bride sur le col. Ils démontent le droit du travail au profit de la micro-entreprise, ils votent des législations liberticides et laissent passer des pratiques intrusives et des concentrations industrielles qui devraient normalement tomber sous le coup de lois anti-trust (Messenger + Facebook + WhatsApp + Instagram, *what else?*). C'est bien

simple : les appels au contrôle des GAFAs viennent aujourd'hui du sein desdits GAFAs (et pas forcément des concurrents !) autant que des politiques. Visiblement, ça nous touche moins que la dernière vidéo de pandas mignons qui fait le buzz. Mais ça devrait. Et bien que notre marge de manœuvre soit limitée, bien qu'une défection individuelle ne signifie pas grand-chose numériquement, même si c'est dur de se passer des centaines de likes qui saluent vos traits d'esprit et vos indignations sur Twitter, même si votre organisation a fait son trou sur Facebook, il me semble que la première chose à faire, dans cette situation, c'est de quitter ces réseaux pour en faire vivre de plus démocratiques, sobres et décentralisés. Votre engagement anti-capitaliste, écologiste et anti-autoritaire le mérite bien...

Mauvaise nouvelle : il va falloir réapprendre à se faire un peu chier, dans la vie.

PS : Ceci est mon 300^e billet sur ce blog, ouvert il y a exactement dix ans. 300 billets, ça ne veut pas dire 300 textes, il y a quelques annonces sur le lot. Mais oui, cela fait deux textes par mois en moyenne. Les meilleurs ont été publiés ailleurs (notamment dans les journaux papier *L'An 02*, *CQFD*, *L'Âge de faire*, *Moins !* et d'autres encore) ou reformulés dans le cadre des livres *Écologie* (Le Monde à l'envers, 2007) et *La Conjuración des ego* (Syllepse, 2019). Je prépare aussi la réédition de ma brochure sur le revenu garanti (aux éditions du Monde à l'envers cet hiver). C'est un blog qui m'a aidée à écrire dans des formats courts puis un peu plus longs (mais toujours pas très longs !) et à faire œuvre malgré le chômage de longue durée et le manque de sollicitations. Je me fais chier à payer le nom de domaine chaque année, ce qui permet de bénéficier d'un hébergement offert par Gandi.net et de ne pas livrer votre cerveau à la publicité.

(1) À vrai dire j'ai cédé dans la perspective d'un travail de terrain à l'étranger, où les seuls accès à Internet se faisaient par mobile et où mes informateurs utilisaient WhatsApp plus volontiers que des sms hors de prix. Et j'y ai gagné un dictaphone de bien meilleure qualité. Mais au quotidien, en France, je me laisse convaincre par le smartphone alors que j'ai encore le choix tous les matins de mettre plutôt mon vieux Nokia dans ma poche.

(2) Ces réseaux sociaux hébergent vos propos, vous permettent de mettre en ligne vos textes, images, fichiers vidéo et audio. Vous restez responsable de vos publications. Tout va bien. Sauf que les dernières innovations en matière de libertés civiles (qui s'accompagnent de la remise en cause d'un droit de la presse qui fonctionne très bien depuis 1881) font de ces réseaux vos éditeurs, lesquels partagent avec vous la responsabilité pénale de vos publications. Devinez la peine que vont prendre ces gros acteurs capitalistes à faire vérifier par des petites mains rémunérées que vos propos sont en effet contraires à la loi, diffamatoires, insultants ou appelant à la haine ? C'est moins cher de le mettre à la poubelle dès qu'une personne qui ne vous aime pas les signale, d'autant plus que vous ne représentez rien (à moins que vous ne soyez Donald Trump, dans ce cas l'appel à la haine est acceptable). Les organisations qui pourraient se saisir de ce cas de censure pour le rendre public sont elles aussi sur ces réseaux (qui contrôlent leur audience) ou ailleurs et plus personne ne les entend crier parce que tout le monde est sur Facebook. Monde de rêve, hein ?

(3) Moi aussi, je reste, tentant de limiter ma participation et préférant socialiser dans des lieux plus proches de mes valeurs, Seenthis.net ou Mastodon.



illustration réalisée avec <https://framalab.org/gknd-creator/#>